

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 juin 2018
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-douzième session
Points 15, 19 et 40 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-treizième année

Culture de paix

Développement durable

**La situation dans les territoires occupés
de l'Azerbaïdjan**

**Lettre datée du 29 mai 2018, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, Elmar Mammadyarov, à l'occasion du centième anniversaire de la République démocratique d'Azerbaïdjan (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 15, 19 et 40 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Yashar Aliyev



Annexe à lettre datée du 29 mai 2018 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, Elmar Mammadyarov, à l'occasion du centième anniversaire de la République démocratique d'Azerbaïdjan

La République démocratique d'Azerbaïdjan, la première démocratie du monde musulman, a vu le jour le 28 mai 1918. Bien qu'elle ait été confrontée à de sérieuses difficultés internes et externes, elle est parvenue à mettre en place des institutions publiques efficaces, à promouvoir les droits et les libertés de ses citoyens et à gagner la confiance de la communauté internationale. La consolidation de l'État et de la démocratie est devenue la pierre angulaire de l'État azerbaïdjanais indépendant et constitue son héritage.

L'édification de l'État a commencé avec une déclaration d'indépendance qui a proclamé la création de la République démocratique d'Azerbaïdjan et garanti le suffrage universel ainsi que la protection des libertés et des droits fondamentaux. L'Azerbaïdjan, pays à majorité musulmane, a même dépassé les grandes démocraties occidentales pour ce qui est de donner aux femmes le droit de vote et d'être élues. La formation du Gouvernement a reposé sur le respect du principe de responsabilité et la séparation des pouvoirs. Élu démocratiquement, multipartite et véritablement représentatif, le Parlement azerbaïdjanais est devenu le premier de son genre dans l'ensemble de l'Orient musulman. Durant ses deux années d'existence, la République était régie par cinq conseils exécutifs, et le Parlement a pour sa part tenu 155 réunions et examiné plus de 240 lois. Un autre pilier essentiel du processus d'édification de l'État a été la création de la Chambre d'appel, un appareil judiciaire moderne visant à contrôler les pouvoirs législatif et exécutif.

La nouvelle République a fait de l'éducation un objectif primordial. L'Université d'État de Bakou a été créée à la suite des efforts soutenus déployés en ce sens. Malgré des difficultés économiques et politiques, l'Azerbaïdjan aspirait à investir dans le capital humain sur le long terme et a, à cette fin, accordé des bourses d'études à des centaines de jeunes étudiants pour qu'ils étudient dans les principales universités européennes. L'azéri a été déclaré langue officielle, le drapeau tricolore et l'hymne national ont été adoptés, un théâtre et un opéra modernes ont été créés, des timbres azerbaïdjanais ont été imprimés et la monnaie nationale, le manat, a été émise.

Des activités diplomatiques se déroulaient sur le territoire de la République avant même qu'elle n'accède à l'indépendance. Les grandes personnalités politiques ont mis l'expérience diplomatique qu'elles avaient acquise personnellement au service de la Commission transcaucasienne et ont ensuite défendu et promu les intérêts de l'Azerbaïdjan à l'étranger. Le principal objectif de la politique étrangère de la République était d'être reconnue sur le plan international et d'établir des relations diplomatiques à un moment où l'Europe était déchirée par la guerre et où un nouvel ordre international se mettait en place.

Deux jours seulement après avoir déclaré l'indépendance, le nouveau gouvernement de la République démocratique d'Azerbaïdjan a envoyé une déclaration officielle sur sa proclamation d'indépendance aux principaux centres de puissance politique du monde. Une semaine plus tard, le pays signait son premier traité d'amitié avec la Turquie.

La visite à Paris de la délégation parlementaire de l'Azerbaïdjan, dirigée par M. Alimardan Topchubashov et dont le but était d'obtenir la reconnaissance internationale de la République démocratique d'Azerbaïdjan, a constitué la première grande avancée en matière de relations diplomatiques. Les membres de la délégation participant à la Conférence de paix de Paris ont impressionné les dignitaires étrangers par leurs idéaux de liberté, de droits et de justice. L'Azerbaïdjan a été unanimement reconnu *de facto* en janvier 1920 et sa mission a reçu une invitation du Conseil supérieur de la Conférence de paix de Paris.

Dans le même temps, le Gouvernement a entrepris des efforts en vue de bâtir un corps diplomatique compétent et pour envoyer et recevoir des missions.

Pour contrer la propagande injustifiée que menaient des cercles nationalistes arméniens, le Ministère des affaires étrangères de la République démocratique d'Azerbaïdjan a établi des contacts et un dialogue avec les peuples du monde. Étant donné que le Caucase était un territoire très peu connu du public occidental, la partie arménienne a lancé une vaste campagne fondée sur des contre-vérités historiques afin de cacher ses revendications territoriales à aux pays frontaliers. La République démocratique d'Azerbaïdjan a également noué des liens étroits avec les Azerbaïdjanais vivant à l'étranger, ce qui a donné lieu à ce que nous appelons désormais les relations « patrie-diaspora ».

En avril 1919, les puissances alliées ont reconnu le gouvernement général provisoire du Karabakh. Créé par la République en janvier 1919, il était composé des provinces de Choucha, de Javanshir, de Jebrayil et de Zangezour, et avait la ville de Choucha pour centre. Il se trouvait sous juridiction azerbaïdjanaise, et avait pour gouverneur M. Khosrov bay Sultanov.

En 1919, 16 États (dont la Belgique, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Iran, l'Italie, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine) avaient des missions diplomatiques à Bakou.

Toutefois, l'invasion des bolcheviks en avril 1920 a mis fin à l'indépendance de la République démocratique d'Azerbaïdjan. Le régime soviétique a ainsi été instauré en Azerbaïdjan, malgré la grande résistance opposée aux bolcheviks dans de nombreuses régions du pays et les efforts continus faits par la délégation azerbaïdjanaise à la Conférence de paix de Paris pour assurer la reconnaissance *de jure* du pays et son admission dans la Société des Nations.

L'Azerbaïdjan a recouvré son indépendance en 1991, après l'effondrement de l'Union soviétique. La dissolution de l'URSS a laissé le pays dans une situation marquée par une crise économique profonde, le dysfonctionnement des institutions de l'État et une instabilité interne. Profitant de la situation, l'Arménie a lancé des opérations militaires de grande envergure sur le territoire de l'Azerbaïdjan pour concrétiser ses revendications annexionnistes dénuées de fondement. L'agression arménienne a conduit à un nettoyage ethnique et à l'occupation de 20 % du territoire, et a provoqué le déplacement à l'intérieur du pays de plus d'un million d'Azerbaïdjanais ou les a fait devenir des réfugiés.

Ce n'est qu'après 1993 que le processus de réforme et de relèvement du pays a commencé. Malgré de graves problèmes internes et des pressions extérieures, le leader national, M. Heydar Aliyev, est parvenu à placer stratégiquement l'Azerbaïdjan sur une voie lui permettant de préserver la souveraineté du pays et d'assurer la croissance économique, ouvrant ainsi la voie à un développement durable à long terme. Les institutions publiques ont été rétablies et la première Constitution nationale dans l'histoire de l'Azerbaïdjan a été adoptée.

L'Azerbaïdjan a obtenu ce qui lui avait manqué en 1918 (la stabilité et la croissance économique) aussitôt après avoir recouvré son indépendance en 1991. Le contrat du siècle, signé en 1994, a permis un afflux d'investissements dans le secteur pétrolier et gazier du pays et a eu des effets multiplicateurs considérables pour l'économie et la société. Cet événement déterminant a permis de faire un grand pas en avant en ce qui concerne la diplomatie du pétrole et peut être considéré comme un tournant pour le relèvement national.

La promotion de la bonne gouvernance et le succès de la politique économique ont jeté les bases permettant de surmonter progressivement les problèmes socio-économiques, d'obtenir de bons résultats économiques et une bonne croissance, et d'améliorer le niveau de vie, les soins de santé et la prospérité générale.

Malheureusement, si l'Azerbaïdjan a prospéré en termes de progrès et de bien-être, 20 % de notre territoire (la région du Haut-Karabakh et sept districts avoisinants) restent occupés et brutalement exploités par la République d'Arménie. L'agression que l'Arménie continue de mener empêche des centaines de milliers d'Azerbaïdjanais de regagner leurs foyers et de reprendre possession de leurs biens dans la sécurité et la dignité. Par conséquent, le rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan est en tête de nos priorités en matière de politique étrangère. Nous continuerons de travailler avec nos partenaires mondiaux et régionaux et les organisations internationales en vue de mobiliser un appui pour trouver un règlement juste et durable au conflit, dans le cadre de l'intégrité territoriale et des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan. Toutefois, pour que le processus de paix soit un succès, il est nécessaire que l'Arménie adopte une approche constructive et respecte scrupuleusement le droit international, et que la communauté internationale contribue activement à ce processus.

En l'espace de deux décennies, l'Azerbaïdjan est devenu un partenaire international fiable, tant au niveau politique qu'économique. Fondée sur la transparence et la prévisibilité, la politique étrangère azerbaïdjanaise favorise des relations bilatérales et multilatérales mutuellement avantageuses avec les puissances régionales et mondiales. Fort du succès de la mise en œuvre de projets pétroliers, gaziers et de transport (construction et mise en service de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzéroum, liaison ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars et route transcaspienne est-ouest), l'Azerbaïdjan est de plus en plus considéré comme un acteur clef dans la région et important sur la scène internationale en tant que pays producteur et exportateur d'énergie et pays de transit. La situation géographique stratégique de l'Azerbaïdjan, à l'intersection des principales routes commerciales sur les couloirs de transport et d'énergie est-ouest et nord-sud, constitue un atout majeur pour transformer le pays en un centre de l'énergie, des transports et des infrastructures.

L'Azerbaïdjan a lancé l'initiative très ambitieuse de construire le corridor gazier sud-européen. En juin 2018, nous inaugurerons le gazoduc transanatolien, soit la plus grande portion du corridor. Nous attendons avec intérêt la mise en service du gazoduc transadriatique l'année prochaine. L'un des principaux objectifs de ces projets de gazoduc est d'apporter une réponse aux préoccupations européennes en matière de sécurité énergétique. Une fois le corridor gazier sud-européen achevé, le gaz produit à partir de la région caspienne sera acheminé à travers la Géorgie, la Turquie, la Grèce et l'Albanie jusqu'en Italie, d'où il sera distribué dans toute l'Europe. Le corridor gazier sud-européen, l'un des projets les plus ambitieux et les plus remarquables de l'industrie pétrolière et gazière mondiale, s'est avéré essentiel pour forger des partenariats entre l'Azerbaïdjan et l'Europe.

Le rôle de pont naturel entre l'Orient et l'Occident que joue l'Azerbaïdjan offre des possibilités non seulement pour ce qui est de fournir des voies de transport, mais

aussi pour rapprocher les peuples et les idées du monde entier et surmonter les préjugés et l'intolérance. Situé au carrefour historique entre l'Orient et l'Occident, l'Azerbaïdjan s'est imprégné des valeurs des deux civilisations et cultures.

L'idée de l'indépendance qu'ont inspiré les fondateurs de la République démocratique d'Azerbaïdjan n'a jamais été oubliée. La politique menée plus tard par le leader national, M. Heydar Aliyev, a renforcé le sentiment d'identité nationale en ravivant notre mémoire historique et culturelle profonde et en insufflant aux Azerbaïdjanais de l'époque actuelle la ferme conviction de devoir défendre et de préserver notre indépendance et notre souveraineté. Le peuple azerbaïdjanais, qui tient à la politique d'indépendance de M. Heydar Aliyev, célèbre cette année le 28 mai (Fête de la République) avec un sentiment de fierté et d'élévation spirituelle. Le fait d'avoir proclamé 2018, Année de la République démocratique d'Azerbaïdjan, ainsi que le décret du Président de la République d'Azerbaïdjan, M. Ilham Aliyev, visant à garantir une commémoration appropriée du centenaire de la République, illustrent parfaitement les points susmentionnés.

S'agissant de l'avenir, il est, pour nous, impératif de poursuivre une politique étrangère indépendante fondée sur une stratégie volontariste visant à mettre en œuvre ce que nous ont légué les fondateurs de la République démocratique d'Azerbaïdjan : la défense et la promotion des intérêts nationaux de la République d'Azerbaïdjan et le renforcement de l'indépendance et de la souveraineté du pays.
